

**Convention collective**

IDCC : 878. – **MENSUELS DES INDUSTRIES  
MÉTALLURGIQUES DU RHÔNE**  
(21 mai 1976)

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1986,  
*Journal officiel* du 11 décembre 1986)

■ *Journal officiel* du 8 août 2009

**Arrêté du 3 août 2009 portant extension d'un accord conclu dans le  
cadre de la convention collective des mensuels des industries  
métallurgiques du Rhône (n° 878)**

NOR : MTST0918369A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1986 et les arrêtés successifs, notamment  
l'arrêté du 15 juin 2006, portant extension de la convention collective des  
mensuels des industries métallurgiques du Rhône et des textes qui l'ont  
modifiée et complétée ;

Vu l'accord du 16 avril 2009 relatif aux rémunérations annuelles garan-  
ties, rémunérations minimales hiérarchiques, aux primes d'ancienneté et à  
l'indemnité forfaitaire de nuit, conclu dans le cadre de la convention collec-  
tive susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 16 juillet 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des men-  
suels des industries métallurgiques du Rhône, à l'exclusion de la réparation

d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 16 avril 2009 relatif aux rémunérations annuelles garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques, aux primes d'ancienneté et à l'indemnité forfaitaire de nuit, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/23, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.